

Quelques notes prises pendant la CONFERENCE DONNEE PAR PHILIPPE MEIRIEU

Professeur en Sciences de l'éducation – Université de Lyon
Vice Président du Conseil Régional Rhône Alpes chargé de "la formation tout au long de la vie".

PESSAC – 17/10/2011

NOTES PRISES PAR GERARD HERNANDEZ (PROFESSEUR DOCUMENTALISTE)

Inquiétudes et espérances

"La société actuelle laisse trop souvent sur le bord de la route des "publics résiduels", fragilisés, précaires, que personne ne prend en charge. Un exemple : la région Rhône Alpes compte 950 000 jeunes; 97 000 (soit 10 % du total) sont sans emploi ni formation. Leur douloureuse "errance" pour s'insérer dure en moyenne 37 mois ! (en Espagne, la situation est catastrophique, avec près de 45 % des jeunes "en errance"). Par ailleurs, on constate encore malheureusement que trop d'illettrés, dans notre pays, sont toujours à l'écart des savoirs fondamentaux (il est important de rappeler ce constat en ce jour de refus mondial de la misère¹).

Que peut-on proposer ?

Il est important de proposer un droit à la formation pour toutes et tous tout au long de la vie. Le droit à l'éducation, c'est autre chose que cette illusion dénommée "égalité des chances", qui néglige les accidents de la vie, et soumet les individus à une compétition où tous auraient, au départ, les mêmes chances. M. Sarkozy, notre Président de la République actuel, a déclaré vouloir "faire émerger un Einstein dans le 93". Fort bien si cela réussit, et pourquoi pas ! Mais cela n'arrangera en rien la situation de tous les autres jeunes du 93 qui ne seront pas Einstein, et dont personne ne s'occupera. C'est bien le "droit à l'éducation pour tous" qui doit primer, et non cette pseudo égalité des chances.

Inquiétudes

J'ai repris, voici quelques années, une classe de CM2. J'ai été très surpris par le peu de capacité d'attention des élèves, de véritables "piles électriques" ! Les élèves aujourd'hui éprouvent des difficultés pour fixer leur attention, mener une tâche jusqu'au bout. Certes, ils sont plus rapides que leurs "ancêtres" sur les bancs de l'école (évalués en leur temps par Claparède²), mais l'attention de ces enfants semble avoir été divisée par trois en soixante ans ! En cela, ils illustrent un certain "capitalisme pulsionnel" qui a saisi la société toute entière. Il s'agit à la fois d'être toujours dans le temps réel mais aussi de zapper en permanence ! En conséquence, il leur est difficile d'aller jusqu'au bout des tâches à effectuer. Les causes sont sans doutes sociales et technologiques : famille, télé, Internet, portable... tout cela entraîne une "surchauffe de la pulsion consommatoire" par les jeunes (le rôle de la publicité est loin d'être négligeable). Les médias s'adressent aux jeunes : "Tu as le droit à tout avoir dans l'instant, ton caprice fait la Loi, d'autant plus que ton caprice fait aussi la consommation des adultes". Ce n'est pas pour rien que les grandes chaînes privées (TF1 ou M6) ont transformé leurs

¹ La "journée mondiale du refus de la misère" célébrée chaque 17 Octobre est née de l'initiative du père Joseph Wresinski et de celle de plusieurs milliers de personnes de tous milieux qui se sont rassemblées sur le Parvis des Droits de l'Homme à Paris en 1987, cette journée est officiellement reconnue par les Nations Unies depuis 1992.

² Édouard Claparède : (1873 – 1940) médecin neurologue et psychologue suisse. Ses principaux centres d'intérêts furent la psychologie de l'enfant, l'enseignement et l'étude de la mémoire

émissions pour la jeunesse, le matin, en un continuum de programmes qui met la publicité au même niveau que le dessin animé ou le documentaire. Ainsi les publicitaires captent avec le plus d'efficacité "l'attention flottante" des enfants.

L'école, "centrifuge"

Il faut bien constater, depuis quelques années, que le système éducatif tend à se comporter comme une "centrifugeuse" : l'institution a mis en place des systèmes de détection, et surtout des systèmes de "dérivation" de l'institution scolaire" (parascolaire d'abord, puis médical, psychiatrique, et pourquoi pas, carcéral). "Centrifuge", cela signifie que l'école "externalise" de plus en plus loin le traitement de l'échec et de la difficulté. Désormais, c'est le primat de la détection et de la "dérivation". Cela passe par le "repérage des dys.", de ce qui ne plus faire l'objet d'un traitement scolaire. Plus rien ne se joue à l'école, mais dans des dispositifs marginaux, para-scolaires.

A notre insu, nous sommes passés d'une école qui se fondait sur la "reproduction sociale" décrite par Bourdieu³, à une "dérivation" qui procède le plus souvent à une exclusion, car les individus sont identifiés désormais comme ne relevant pas du fonctionnement normal de la classe. Et nous avons assisté à une multiplication des évaluations (locales, nationales, internationales) ! La fonction "pédagogique" ce ces thermomètres que sont les évaluations mérite d'être questionnée car elle est discutable : que faut-il penser des résultats de ces Questions à Choix Multiples qui ne constituent au final que des épreuves de conformité par rapport à des standards, et qui permettent surtout de repérer ce qui échappe à la norme. Ce processus d'externalisation des difficultés scolaires ne pourra, à terme, que dévitaliser les classes. Ces conceptions évoquent le déterminisme mécaniste de La Mettrie⁴, son "homme machine" qui propose que les remèdes viennent s'articuler autour de diagnostics préalables. Et cela pose problème : ce système inédit détruit le cœur même de l'éducation, ne permet plus d'inventer de nouvelles situations d'apprentissage.

Remèdes

L'effet "centrifugeuse" s'accélère. Mais un autre modèle est possible, un modèle "centripète". Il convient de constituer du collectif, en assumant l'hétérogénéité des élèves. Cela signifie aussi que devant "l'avachissement" du collectif, il faut redonner du corps à l'Institution et tenter de limiter les exclusions. La classe doit redevenir un lieu d'apprentissage et d'invention pédagogique. L'évaluation, toujours nécessaire, doit questionner des objectifs. Le travail pédagogique doit s'appuyer sur une véritable culture, bien éloignée des "compétences" mises en place récemment pour "évaluer" les élèves. Eduquer, en effet, c'est relier l'intime à l'universel. Dans ce cheminement, la construction du symbolique est une priorité ! Le travail scolaire, pour avoir du sens, doit relier les questions les plus personnelles aux savoirs les plus universels (sinon, et c'est un grand danger, les savoirs restent coupés des interrogations qui les ont fait émerger). Il faut maintenant valoriser ce qui rassemble, ce qui permet d'apprendre ensemble. L'expression "vivre ensemble" m'agace. Je trouve plus de sens dans le "faire ensemble", dans un processus qui donne enfin à chacun une place.

Et le système éducatif ?

³ *"La Reproduction. Éléments pour une théorie du système d'enseignement"* est un ouvrage de sociologie co-écrit par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron paru en 1970. Dans cet ouvrage, Bourdieu et Passeron développent une théorie générale de la violence symbolique légitime. Cette violence symbolique, selon Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, s'exerce avec le consentement implicite des dominés, car ceux-ci ne disposent, pour penser cette domination, que des catégories de pensée des dominants.

⁴ Julien Jean Offray de La Mettrie (1709 –1751) médecin et philosophe matérialiste français. Il défendit un matérialisme radical, et refonda, après René Descartes, le mécanisme.

Le « tout état », en matière d'éducation, a montré ses limites... Mais il n'est pas question de le remplacer par le « tout marché ». La seule présence de l'Etat ne garantit pas que l'on atteigne partout les missions de service public... Et l'introduction du marché ne garantit nulle part que l'on gagne en qualité du service rendu pour tous, bien au contraire. Il faut donc refonder le service public autour de ses missions et de ses exigences : gratuité, égalité d'accès, lisibilité, équité territoriale, participation citoyenne, qualité de l'accompagnement personnel, possibilité de recours en interne et non renvoi vers l'extérieur en cas de difficulté. Sans doute faudra-t-il, en matière d'éducation, imaginer un « service public » plus large que le « service d'état » et associant, par exemple, les mouvements pédagogiques et d'éducation populaire, et une articulation forte avec les collectivités locales.